

Sommaire de Vigilances n° 86



Club des Vigilants

POUR APPRIVOISER L'AVENIR



Géopolitique

Chine : le commerce et la peur	page 2
Risque de militarisation du régime en cas de troubles sociaux	
Etats-Unis : omnipotence révolue ; déclin évitable	page 4
Redéfinition des intérêts vitaux des USA, par Philippe Bois	
Mirage électoral	page 5
Quel que soit le dénouement, la Côte d'Ivoire sera un pays déchiré	
Le Reich apaisé	page 6
L'Allemagne au cœur de l'Europe	

Economie

Edito : Le secret du « Made in Germany »	page 1
Le culte des métiers et l'innovation font la force de l'Allemagne, par Marc Ullmann	
Le vert ou le chaos	page 2
Comment concilier bien-être économique et bien-être environnemental	
Terres rares ... sales ... et coûteuses	page 3
Un monopole chinois du à la désertion des autres producteurs, par Jacques Blamont	
La Chine fait ses emplettes dans le village global	page 3
Des investissements chinois en hausse dans le monde, par Marc Bradford	
Lourde facture, fracture à venir	page 5
La garantie des dettes bancaires par l'Etat plombera des générations d'Irlandais	
L'euro, le cœur et la raison	page 5
Tous les pays de la zone euro ont intérêt à sa survie	

Sciences, Environnement et société

Choc des Civilisations ou Civilisation des chocs	page 4
Réussir Durban en 2011 sinon gare aux chocs, par Xavier Grosclaude	
Pédagogie et formation sont les clés du succès	page 6
Des enseignants recrutés parmi le tiers le mieux classé, par Meriem Sidhoum Delahaye	
Pour la dépendance vive l'assurance	page 7
Une assurance modique payée par tous pour soulager certains, par Jean-Claude Hazera	
Cauchemar résidentiel	page 7
La propriété n'est pas toujours la panacée	

Rétrovigilance

Le regard de François De Closets sur :	page 8
<i>Vigilances n°56 – novembre/décembre 2007</i>	

La vie du Club

Les dernières infos du <i>Club</i>	page 9
---	--------

En direct du Blog

De nombreux commentaires	page 10
---------------------------------	---------

Vigilances

La lettre du



Club des Vigilants

POUR APPRIVOISER L'AVENIR



N°86: Novembre-décembre 2010

Le secret du « Made in Germany »

Les élites françaises sont intelligentes mais trop généralistes. Le défaut est si ancien qu'une anecdote, datant des années 60, me revient en mémoire.

Des bons esprits se réunissaient alors au « **Club Jean Moulin** » dans l'espoir d'un renouvellement de l'art de gouverner. Un soir, au cours d'un débat sur l'économie, un homme de grande qualité, brillant et respecté, émit l'opinion que l'industrie française allait rapidement devancer l'industrie allemande. Pourquoi ? « *Parce que la France se spécialise dans les secteurs d'avenir, notamment l'informatique, alors que l'Allemagne s'encroûte dans le traditionnel* ».

Cet orgueil sectoriel, je m'en souviens comme si c'était hier, m'a laissé pantois. J'étais incapable de prévoir les déboires de Bull et de ses malheureux successeurs mais il me paraissait évident que les progrès de l'électronique se propageraient dans tous les domaines et que les machines allemandes en profiteraient. Ce fut le cas : l'Allemagne a atteint le rang de 1^{er} exportateur mondial.

Quel est donc le secret du « made in Germany » ? Pourquoi, comme l'a écrit Michel Chevet dans **Vigilances 79**, voit-on tant d'usines abandonnées dans les vallées vosgiennes et, juste en face, dans le Bad Wurtemberg tant d'usines rutilantes ?

Les causes du décalage sont, bien sûr, multiples mais personne ne peut nier que **le respect de la technique et des compétences** a joué un rôle déterminant.

Les Allemands ont le culte des métiers. Ils pratiquent l'apprentissage, protègent les qualifications, estiment les savants et encouragent les ingénieurs à faire carrière jusqu'aux sommets des plus grandes entreprises ; **les Français ont un faible pour les « stratèges »** capables de s'adapter à n'importe quel métier.

Les Allemands partent de ce qu'ils savent faire et l'améliorent à coup d'innovations et de multiples brevets ; les Français (sauf exceptions !) répugnent à s'appuyer sur leurs points forts et partent en quête de nouveautés.

Les Allemands ont coutume de tout faire pour que de petites entreprises aient une chance de grossir ; les Français ont pris l'habitude de se lancer dans de grands projets.

L'Etat, par le biais de ses nominations et l'importance de ses subventions, les banques par le choix de leurs crédits, l'éducation, par ses critères d'excellence, peuvent être tenus pour co-responsables **du déclin relatif de l'industrie française**. Heureusement, le pays est encore riche de compétences et reste assis sur des trésors de savoir-faire. Pourquoi se résigner à la dégringolade alors qu'il serait possible de remonter la pente.

Le **Club** ne saurait être le catalyseur de tous les efforts nécessaires mais peut, à sa modeste place, prendre part au combat. Un de ses membres, **Gérard Joulin** (ancien PDG-propriétaire du leader européen de la boulangerie industrielle Jacquet), est passionné par le sujet. Ceux qui voudraient se joindre à lui pour former un groupe de travail devraient se dépêcher de le contacter (02 31 64 10 10). Ils feraient œuvre utile.

Marc Ullmann

Alertes



Chine : le commerce et la peur

Début octobre, à Bruxelles, le Premier ministre chinois, Wen Jiabao, a lancé un avertissement. Posant ses papiers, arrêtant de regarder ses notes, il a déclaré : « **Si la Chine devait être confrontée à des troubles sociaux, les conséquences seraient désastreuses pour le monde entier** ».

Comme le discours de M. Wen avait été consacré aux problèmes économiques et monétaires, sa remarque a généralement été interprétée comme un simple plaidoyer pour le maintien à un niveau élevé des exportations chinoises. Le message, pourtant, allait au-delà. Certains de ses interlocuteurs européens l'ont compris.

M. Wen estime que, si le mécontentement populaire débouchait sur de graves troubles sociaux, la direction de l'Etat et du Parti n'en conclurait pas qu'il faut davantage de démocratie. Le régime, au contraire, se militariserait. Sur le plan international, les coopérations se réduiraient, la mode serait à la confrontation.

A Washington, certains n'en seraient pas fâchés. L'aile nationaliste du Parti Républicain, peu encline aux partenariats, serait plus à l'aise avec un adversaire reconnu qu'avec un faux ami. Ses ténors traitent Obama de naïf. Selon eux, des « gentils » M. Wen, prétendument modérés et modernistes, seraient plus dangereux que des « méchants » militaires. Des troubles sociaux en Chine, en limitant l'essor économique de l'empire du Milieu, auraient pour effet de freiner sa conquête du monde.

Les pays du Sud-Est asiatique sont tiraillés entre le commerce et la peur. La Chine est leur principal client et fournisseur. Elle agit comme un aimant et a tendance à considérer ses voisins comme des vassaux qui lui doivent allégeance. Ceux-ci, du coup, cherchent un contrepoids du côté des Etats-Unis. Obama s'efforce d'en profiter pour donner plus de consistance aux organisations régionales et amorcer ainsi des vrais partenariats. En attendant, la flotte américaine peut renforcer sa présence près des côtes asiatiques : les riverains n'ont pas envie que la marine chinoise devienne la seule protectrice des routes du pétrole.

M. U.

Le vert ou le chaos

Les statistiques nationales peuvent être trompeuses. Souvent, les résultats sont majorés pour des raisons de prestige. Parfois, l'inverse se produit.

En Chine, le recensement en cours risque de créer des surprises. Vérifications faites, la population pourrait être plus proche de 1,5 milliard que de 1,3 milliard. Pourquoi ? Parce que la politique de l'Enfant unique a incité de nombreuses familles à ne pas déclarer certains de leurs rejetons.

De la même façon, les chiffres de croissance économique seront probablement révisés à la hausse plutôt qu'à la baisse. 10% nous paraissent déjà faramineux mais l'économie parallèle n'a sans doute pas été suffisamment prise en compte.

Les données corrigées vont être examinées à la loupe. Jusqu'à maintenant, plus la croissance était élevée, plus le régime disposait d'huile à mettre dans les rouages et moins il était menacé. Les dégâts environnementaux étaient immenses mais semblaient être le prix à payer pour une prospérité et une puissance accrues.

Aujourd'hui, **les limites sont atteintes**. Entre 800 millions et 1 milliard de Chinois sont encore démunis et le pays deviendrait invivable si leur mieux être matériel reposait sur la dégradation de la nature.

La Chine est condamnée à opter pour une économie « verte ». Le succès est loin d'être garanti, le chaos loin d'être exclu.

Terres rares ... sales ... et coûteuses

Certaines terres sont dites « rares » parce qu'elles contiennent des éléments non ferreux dotés de capacités chimiques essentielles à quelques fabrications de haute technologie. La Chine jouit d'un quasi monopole et a déjà montré qu'elle peut être tentée de s'en servir à des fins politiques. **Vigilances** m'a demandé ce que je pense du problème de l'approvisionnement mondial en terres rares. Voici quelques éléments :

Bien que ne possédant que 37 % des réserves mondiales prouvées, **la Chine produit 95% de terres rares**. Des minerais de richesse important existent aux Etats-Unis, au Canada, en Australie, en Inde, au Brésil, entre autres.

Si les Chinois exercent un monopole c'est qu'ils ont consenti un travail sale que les autres refusent.

Mais **la production ne peut augmenter aussi vite que la demande** à cause justement des facteurs environnementaux. La moitié provient de la seule mine de fer de Baotou en Mongolie Intérieure qui rejette les affluents toxiques et légèrement radioactifs dans un lac artificiel de dix kilomètres carrés entouré d'une digue artificielle haute de quatre étages et dont le fond, non consolidé, semble permettre des fuites vers le Fleuve Jaune situé à onze kilomètres.

Les experts estiment à cinq ans le temps qu'il faudrait pour qu'une production hors de Chine devienne disponible. Aux Etats-Unis, la seule mine est MolyCorp à Mountain Pass (Californie) qui a fermé en 2002 après une fuite de liquide radioactif aux conséquences coûteuses. Ses prix étaient beaucoup plus élevés que ceux des Chinois. Molycorp pense à rouvrir mais ne produira pas avant plusieurs années. Il faudra régler les problèmes de sécurité et de dégâts à l'environnement.

Jacques Blamont

La Chine fait ses emplettes dans le village global

Forte de ses excédents commerciaux et de ses réserves de change qui en sont le miroir – soit quelques 2500 milliards de dollars, et le montant s'accroît chaque jour d'environ 1 milliard – la Chine fait ses emplettes.

Il y a quelques semaines – l'a-t-on assez remarqué ?! – **une entreprise chinoise s'est offert BN** avec, entre autres, les célèbres « CHOCOs BN » qui alimentaient les goûters de notre enfance comme aujourd'hui ceux de nos enfants. Cela tombe bien : le groupe britannique United Biscuits qui avait naguère racheté Biscuiterie Nantaise a maintenant besoin de cash.

Partout, **les vendeurs se bousculent**. Pas seulement en Afrique, où les pays sont pauvres et ont besoin de capitaux. L'Europe Centrale d'abord, l'Europe du Sud plus récemment offrent leurs bijoux de famille. Une entreprise chinoise a ainsi acquis un droit d'exploitation dans le port grec du Pirée. Bientôt peut-être, quelques-uns de nos musées, châteaux et palais, en France, en Italie, en Espagne ou ailleurs, seront "exploités" par des Chinois qui pourront à la fois veiller à leur entretien et les alimenter en touristes.

Après tout, dira-t-on, de telles transactions sont normales. Pourquoi devrait-on s'inquiéter, par exemple, que Marionnaud en France ou Volvo en Suède, soient passés sous pavillon chinois ? Il ne s'agit que de vente d'actifs comme la vie des affaires en suscite tous les jours. Rien de plus. Juste un signe tangible, concret, opérationnel, parmi bien d'autres, que **le centre de gravité du monde** se déplace peu à peu d'Ouest en Est.

Et puis, dira-t-on, il sera toujours possible à **tel ou tel Etat de s'opposer à tel ou tel achat** jugé trop stratégique. Ainsi, lorsqu'un fonds souverain chinois a voulu racheter la compagnie pétrolière californienne Conoco, qui n'est pourtant pas l'une des « majors », le Congrès américain s'y est opposé. Traduction libre : les Chinois peuvent accumuler tous les dollars qu'ils veulent à condition de ne pas prétendre les dépenser comme ils veulent.

Les Chinois pourraient finir par s'en offusquer. Ainsi se dessine un enjeu complexe à forte composante géopolitique.

Marc Bradford

Etats-Unis : omnipotence révolue ; déclin évitable

L'émergence d'un rival-partenaire stratégique (la Chine) rend la **sortie de l'hyper-puissance inéluctable**. Les Etats-Unis devront redéfinir leurs intérêts vitaux dans un contexte de relativisation de leur puissance. Dans ces conditions, une question centrale émerge : **les Etats-Unis vont-ils sortir par le haut ?**

Réunis en séance plénière après les élections « mid term », le groupe de travail sur les **Intérêts vitaux des Etats-Unis**, piloté par **Jacques Andréani**, s'est demandé quelles étaient les conditions pour qu'une refondation du leadership ne soit pas synonyme de repli voire de déclin. La polarisation, la défiance envers le président et, plus largement, l'état fédéral, accentuées par la crise, entraînent-elles des risques de radicalisation ? Le système politique sera-t-il capable de gérer les tensions qui, inévitablement, apparaissent dans ce type de transition ? Quel rôle jouera l'immigration ? Quelles sont les conditions pour que le partenariat avec l'Europe renforce les facteurs positifs d'évolution ?

Le groupe travaillera sur ces questions en gardant en tête une idée-force : **les atouts et les actifs des Etats-Unis restent considérables** (potentiel agricole, excellence universitaire et scientifique, effervescence technologique, avance dans le militaire...). Chaque membre rédigera une contribution sur un aspect qui lui paraît essentiel. Ces travaux s'appuieront sur l'audition de personnalités qualifiées ; une première audition a eu lieu avec l'amiral Lanxade le 11 octobre.

Philippe Bois

Choc des Civilisations ou Civilisation des Chocs....

En relatant le récent massacre à Bagdad d'une quarantaine d'Irakiens de confession catholique, de nombreux commentateurs ont fait référence au **Choc des Civilisations** théorisé par Samuel Huntington.

Cette lecture est rassurante pour les Occidentaux mais présente l'inconvénient d'occulter un élément préoccupant. **La victoire planétaire de l'économie de marché ne s'est pas accompagnée, loin s'en faut, d'une libéralisation des esprits.**

Plus inquiétant, la volonté des pays occidentaux d'associer les nouveaux acteurs de la mondialisation à la définition d'une nouvelle gouvernance mondiale n'a pas eu l'impact espéré sur la gouvernance des pays concernés. Pour preuve, **le massacre de Bagdad aurait pu se produire en Inde ou en Chine...**

Aussi, avec le recul, on peut se demander si la posture adoptée par Barack Obama, lors de la Conférence de Copenhague sur le Climat, ne porte pas en germe l'acceptation **d'un futur renoncement politique** ? En fermant la porte à toute négociation, les Etats-Unis ont implicitement validé l'approche chinoise selon laquelle certaines idées, fussent-elles pour le bien de tous, n'avaient pas forcément vocation à être universelles.

A Cancun, changement de décor. On a noté que des municipalités et des entreprises étaient prêtes à prendre des initiatives utiles. Au niveau des gouvernements aussi, et c'est la bonne nouvelle de ce sommet, **un consensus sur les points les plus conflictuels s'est dégagé**. Il leur reste à confirmer l'essai lorsqu'il s'agira de mettre au point, à Durban (Afrique du Sud), fin 2011, un nouveau traité sur le changement climatique.

Dans le cas contraire, **ce n'est pas le Choc des Civilisations qu'il faudrait craindre mais la Civilisation des Chocs**, une civilisation fondée sur un goût partagé pour la consommation mais minée par une conflictualité permanente.

Une conflictualité interne aussi bien qu'externe avec séparatismes latents ou recherches d'exclusivité culturelle, régionale ou confessionnelle.

Xavier Grosclaude

Lourde facture, fracture à venir

Les Irlandais ont vécu, en moins d'une génération, ce que la plupart des Occidentaux ont vécu en plus d'un siècle.

Ils cultivaient la terre, étaient de fervents catholiques, élevaient beaucoup d'enfants et avaient peu de revenus. **En périodes de famine, certains émigraient.** Le mode de vie de ceux qui restaient ne changeait guère.

Il a fallu attendre les années 70 pour que commence le basculement. D'abord lentement, puis de plus en plus vite, les mœurs ont évolué et l'économie s'est modernisée. Les fonds structurels dispensés par l'Union Européenne ont favorisé le développement. Le revenu disponible par habitant, naguère inférieur à celui de la Grèce, a atteint puis dépassé celui de l'Allemagne et de la France. Le miracle irlandais semblait devoir durer.

Sauf que ... **les citoyens, grisés, se sont endettés au-delà du raisonnable,** les banques ont prêté à tout va, la bulle immobilière a éclaté.

Sauf que ... le gouvernement, pour inciter les entreprises étrangères à s'installer en Irlande, a joué **le jeu du mieux disant fiscal** et les banques se sont mises, dans le cadre d'une mondialisation à laquelle elles étaient mal préparées, à vouloir jouer dans la cour des grands. Leur déconfiture, aujourd'hui, ruine un pays « *too small to pay for too big to fail* ».

L'Etat ayant garanti les dettes bancaires, il faudra plusieurs générations de contribuables pour payer la facture. **Une fracture, inévitablement, s'en suivra.** Des conséquences politiques adviendront tôt ou tard. L'Europe entière doit se réinventer.

M. U.

L'euro, le cœur et la raison

Tous les pays membres de la zone euro ont intérêt à la survie de la monnaie unique.

S'il y avait retour aux monnaies nationales, le mark monterait trop haut et les exportations allemandes en souffriraient. Symétriquement, les monnaies des pays les plus fragiles descendraient trop bas et les dettes, jusque là contractées en euros, deviendraient si lourdes que des banqueroutes seraient inévitables. Les responsables européens, qu'ils soient communautaires ou nationaux, étant conscients du danger, il est probable que des compromis successifs permettront de surmonter plusieurs crises.

Le moment de vérité naîtra de la confrontation entre logique et émotions. **Les partis de gouvernement pourraient être débordés par les frustrations populaires.** Pour l'équilibre de nos démocraties le temps presse.

Pour marcher longtemps dans la boue, il faut garder l'envie et le courage de regarder les étoiles.

Mirage électoral

L'élection n'a jamais été un gage de démocratie. Il ne peut y avoir démocratie que lorsque majorités et minorités se respectent. En cas de conflits ethniques, c'est rarement le cas.

Le plus étonnant dans la tragédie ivoirienne, est l'étonnement (naïf quand il est réel et hypocrite quand il est feint) des principaux dirigeants de la planète.

Pouvaient-ils vraiment croire que **le Président Gbagbo et son clan étaient prêts à lâcher prise ?** Pouvaient-ils ignorer qu'une commission de contrôle sans pouvoir de sanction ressemble à un boxer manchot ? Si Gbagbo l'emportait, son autocratie serait légitimée. S'il était battu, il aurait recours à des artifices et le seul reproche qu'il se ferait à lui-même serait d'avoir été présomptueux en surestimant sa popularité.

Il va être difficile de recoller les morceaux d'un pays déchiré. **Les provinces du Nord sont à l'abandon. La malnutrition y atteint des chiffres alarmants.** La démocratie réduite aux apparences ne peut être qu'un mirage.

Le Reich apaisé

L'Allemagne est, en Europe, ce que la Chine est en Asie : l'Empire du Milieu.

Elle est n°1 dans la zone euro. En Europe centrale et orientale, les liens tissés avant 1914 se sont renoués au point que les industries locales font quasiment figure de sous-traitantes pour l'industrie allemande. Les Russes eux-mêmes n'oublient pas que, jusqu'en 1914, les pipelines utilisés pour le pétrole de Bakou étaient fabriqués dans la Ruhr. Ils rêvent d'une zone de libre-échange qui relierait leur immense pays (ainsi que certaines républiques ex-soviétiques dont, évidemment, l'Ukraine) à l'Union Européenne. De cet ensemble, l'Allemagne serait le cœur.

C'est comme un retour triomphal à 1913. Les foudres de Guillaume II, la défaite de 1918, l'humiliation du traité de Versailles, la déchéance d'un mark détruit par l'inflation, la séduction perverse exercée par Hitler, les horreurs du nazisme, la division du pays et le mur de Berlin, tout cela pourrait être rangé dans les manuels d'Histoire et classé dans une grande parenthèse.

Signe des temps : l'homme politique le plus populaire d'Allemagne s'appelle **Karl-Theodor von und zu Guttenberg**. Il a 39 ans. Il est beau, il est riche et ses quartiers de noblesse bavaroise remontent au XII^{ème} siècle. Clin d'œil de l'Histoire, son épouse, née comtesse Stéphanie Von Bismarck-Schönhausen, est l'arrière petite fille d'Otto Von Bismarck, le célèbre chancelier qui, à partir de la Prusse, a forgé l'unité allemande.

Ministre de la Défense aujourd'hui, peut-être chancelier demain, pourquoi pas président de l'Europe après demain ? Il est possible que la « peopleisation » médiatique aille à la rencontre de l'Histoire.

M. U.

Pédagogie et formation sont les clés du succès

Le système scolaire américain pré-bac, en particulier au niveau du collège, est à la peine. Comme l'est, à voir la dernière enquête Pisa 2009 (Programme international pour le suivi des acquis des élèves, le système français. Mais **les Américains sont curieux et aiment savoir ce qui cloche**. Alors, ils ont été voir ce qui se passe chez les trois pays les plus performants, Finlande, Corée du Sud et Singapour, classés en tête depuis que Pisa a été lancé en 2000.

L'équipement High Tech ? Alors que les classes américaines ont un fort taux d'équipement High Tech et ressemblent à salles de contrôle de centrales électriques, les classes de ces trois pays sont des plus classiques, avec tableau noir et craie, quelques vieux ordinateurs utilisés en cours d'informatique... A méditer à l'heure où, face à au décrochage croissant des élèves, on compte en France sur la technologie – fourniture d'iPad dans certains départements par exemple – pour renverser la vapeur.

Le nombre d'heures ? Certes, les élèves coréens ont des journées de huit heures – contre six heures aux Etats-Unis. C'est le cas aussi à Singapour. A l'inverse, les Finlandais commencent l'école un an plus tard – 7 contre 6 ans – ont des journées d'étude similaires et ont moins de devoirs à la maison.

L'unité ethnique de la population ? Si c'est vrai pour la Corée du Sud et, en partie, pour la Finlande, ce n'est pas le cas pour Singapour où coexistent trois grandes communautés et qui est dotée de quatre langues officielles – l'anglais, le mandarin, le malais et le tamoul. Ce qui est commun en revanche à ces trois pays et qui peut expliquer ces performances ? La qualité de la pratique pédagogique et le recrutement de 100 % des enseignants parmi le tiers le mieux classé des étudiants. Aux Etats-Unis, ce pourcentage est en moyenne de 23 % et tombe à 14 % dans les écoles des zones les plus pauvres.

A cette aune, on pourrait dire qu'en France on est mal barrés avec des normaliens de moins en moins tentés par le professorat et un coup de "rabort" significatif sur la formation des profs.

Meriem Sidhoum Delahaye

Pour la dépendance vive l'assurance !

On a pu croire, pendant quelques jours, que Nicolas Sarkozy avait lancé un ambitieux débat sur la couverture du risque dépendance, complément logique de la réforme des retraites. Au cours de son intervention télévisée du 16 novembre, il a même reparlé de création d'une « nouvelle branche de la sécurité sociale » pour couvrir ce « cinquième risque » avec un calendrier qui semblait précis : consultation pendant six mois, loi à l'automne 2011. Et puis, dès le discours de politique générale du super-premier ministre François Fillon, le sujet semblait avoir dégringolé de plusieurs étages dans la liste des priorités. L'explication est relativement simple. Ce débat a trop tendance - même chez les spécialistes du dossier- à se focaliser sur le financement de l'APA, l'allocation réservée aux personnes âgées dépendantes dont les ressources financières sont trop faibles pour financer un séjour dans un établissement spécialisé. Son poids financier - déjà plus de 5 milliards - menace de faillite les départements qui en sont les financeurs. Du coup, **cela devient un nouveau débat sur un trou à combler et de nouveaux impôts ou cotisations à trouver.**

La perspective change très substantiellement si on pose la question d'une assurance obligatoire comme celles que nous payons pour l'automobile ou la santé. Nicolas Baverez la pose dans sa chronique du Point (n° du 25 novembre) mais il la pose en termes pour le moins discutables : constitution d'un droit à rente individuel par capitalisation à partir de 45 ou 50 ans. En gros, **il propose de rendre obligatoire ce qui existe et que les assureurs n'arrivent pas à vendre.**

Pour en sortir considérons que même si le nombre de personnes très âgées et le nombre de personnes dépendantes (qui peuvent aussi être jeunes) va augmenter, toute la population ne sera pas touchée, pas plus que tout le monde n'aura à subir un accident grave ou un incendie. **C'est là, sans doute, que réside la solution** : une assurance à coût relativement faible parce que payée par tout le monde pour soulager certains. La puissance financière d'une assurance que tout le monde paye, jeunes ou vieux, malades ou bien portants est considérable et cette nouvelle cotisation peut être bien acceptée. A condition que tous les payeurs aient en retour « l'assurance » d'être couverts en cas de pépin.

Jean-Claude Hazera

Cauchemar résidentiel

Etre propriétaire, c'est épatant **si l'on reste toute sa vie dans la même maison** ou si les prix ont monté avant qu'on ait besoin ou envie de la revendre.

Etre propriétaire, c'est épouvantable si l'on a perdu son emploi, qu'il n'y a pas de travail dans la localité où l'on se trouve et personne qui veuille racheter votre logement à un prix suffisant pour rembourser les emprunts contractés. Le cas - hélas ! - est de plus en plus fréquent.

Des millions d'ex « heureux propriétaires » se retrouvent « scotchés ». Aux Etats-Unis - pays emblématique de la mobilité - la surprise est de taille. Jusqu'à la crise des subprimes, le chômage était « frictionnel » : les demandeurs d'emploi trouvaient d'autant plus rapidement du boulot qu'ils n'hésitaient pas à déménager et que le marché du crédit hypothécaire fonctionnait à merveille. Aujourd'hui, ce marché est moribond et les chômeurs (environ 10% de la population) sont, pour moitié, de « longue durée ».

Les bienfaits de la location apparaissent évidents dans les pays scandinaves et en Allemagne où les loyers sont encore abordables. Dans la plupart des grandes villes françaises, tel n'est pas le cas. A Paris, les loyers représentent, en moyenne, plus du tiers des revenus disponibles et atteignent parfois la moitié. Il est temps de relire le « point clé » rédigé par Roger Fauroux sur les moyens d'« En finir avec le mal logement » :

<http://www.clubdesvigilants.com/archives/2010/01/en-finir-avec-le-mal-logement/>

M. U.

Rétrovigilance : novembre 2007

Par **François De Closets**



Iran : une lueur d'espoir.

Marc Ullmann se félicite que le « *National Intelligence Estimate* » sur l'Iran ait conclu que la menace de voir ce pays se doter d'armes nucléaires était loin d'être imminente. Cela limite la possibilité de voir l'Amérique de George Bush se lancer dans une action militaire pour détruire des installations nucléaires iraniennes. **Quelle ironie de l'histoire !** Quelques années plus tôt, l'administration Bush avait inventé des armes nucléaires irakiennes parfaitement imaginaires pour lancer son expédition guerrière. Et voilà qu'elle renonce à renouveler l'opération à l'encontre de l'Iran sur la foi d'informations... parfaitement fausses. **Car l'Iran est bien en passe de se doter d'armes nucléaires et il le fera en dépit de tous les changements politiques qui pourraient intervenir à Téhéran.** Cela ne signifie pas que l'Amérique devait bombarder l'Iran mais que l'on a toujours les informations de sa politique. Car le gouvernement américain en 2007 savait qu'il ne pouvait se lancer dans une telle aventure mais savait aussi qu'il ne pourrait justifier son abstention s'il existait une réelle menace nucléaire. Il fallait donc éloigner la bombe iranienne...ce qui fut fait.

Ne pas désespérer de l'Amérique

A un an des élections présidentielles, la victoire d'Obama paraissait « peu probable ». Son discours était considéré comme trop universaliste pour des Américains beaucoup plus insérés dans leur réalité. Obama a gagné mais l'analyse trouve toute sa pertinence dans la défaite électorale du mid-term. A l'évidence, **Obama a été porté par des valeurs universalistes de fraternité, d'antiracisme, de paix, d'apaisement** etc. Mais la réalité, maîtresse de l'esprit américain a repris ses droits. Foin des grands principes socialo-pacifistes, revenons au chacun pour soi et Dieu pour tous ! L'Américain, et il n'est pas le seul, voit midi à son clocher et non pas à l'horloge de Washington. « *Les Etats-Unis ont atteint un tel niveau de puissance que les électeurs ne peuvent plus se permettre d'élire un Président comme s'il était seul sur la planète* » écrivait-on en 2007. Sans doute pourrait-on déjà inverser la proposition. « *La puissance américaine est à ce point abaissée, que les électeurs ne peuvent plus s'offrir un Président pour le monde entier, ils le veulent pour eux seuls. A leur image.* »

Pakistan : alerte rouge

Un retour sur la force nucléaire pakistanaise à la merci d'un régime très fragile. « *Qui détiendra les clés des « bombes islamiques »?* ». Trois ans plus tard la question est à ce point affolante que nul n'ose plus la poser. Et chacun s'alarme, non sans raison, d'une bombe iranienne, oubliant que **les bombes et les missiles pakistanais sont opérationnels et le pouvoir à la merci d'un coup d'Etat islamique.** A tout prendre un pouvoir iranien serait sans doute plus conscient de l'enjeu nucléaire qu'une équipe plus ou moins talibanisée arrivant au pouvoir à Islamabad et s'emparant de ces armes.

Corée : le contre-exemple allemand

Rien qu'un rappel : l'Allemagne de l'Ouest comptait 60 millions d'habitants, l'Allemagne de l'Est 20 millions et la différence de niveau de vie était de moitié. La Corée du Sud compte moins de 50 millions d'habitants, la Corée du Nord plus de 20 millions et le niveau de vie est de vingt fois inférieur. C'est dire qu'**aucune réunification de la Corée n'est possible sur le modèle allemand.** Depuis lors, l'arme nucléaire n'a fait que renforcer cette impossibilité. Rien ne se passera plus en Corée qui ne vienne de la Chine.

F. C.

La vie du Club



- **21 octobre** : Petit déjeuner débat animé par **Jean-Luc Allavena** sur le thème : « **Renaissance de Pechiney** ».
- **28 octobre** : Envoi de **Vigilances** 85.
- **9 novembre** : Réunion du groupe de travail piloté par **Jacques Andréani** (voir page 4 l'alerte rédigée par **Philippe Bois**).
- **11 novembre** : Lancement du groupe de travail piloté par **Jean-Claude Leconte** sur le thème : **Redonner du sens à la finance** (Rôle des investisseurs institutionnels et des sociétés de gestion d'actifs dans un nouveau modèle de croissance).
- **15 novembre** : **Henry Hermand** publie aux éditions du Seuil : **L'ambition n'est pas un rêve**. Il s'agit de l'ambition d'un homme qui s'est toujours battu pour un contrat social où les liens de l'estime rapprochent les citoyens.

Le combat d'Henry Hermand a débuté dans la Gauche Chrétienne et s'est poursuivi dans une quête, sans cesse renouvelée, d'un socialisme efficace. Il s'est accompagné d'une grande réussite professionnelle liée à la construction de centres commerciaux dans un contexte d'aménagement du territoire.

A l'automne de sa vie, Henry n'a rien perdu de sa pugnacité. Le monde est dangereux. Les riches sont aveugles. **Un socialisme responsable et un capitalisme vertueux sont plus que jamais nécessaires** pour « apprivoiser l'avenir ».

- **1 décembre** : Rencontre avec **Pierre Cabon**, fondateur de « **Contrat Social** ». Des liens entre son association et le Club sont envisagés.
- **2 décembre** : Réunion commune de membres du **Club** et de **SoL** France (environ une trentaine) pour proposer des actions susceptibles de « **Favoriser la révolution socioculturelle des grandes entreprises anciennes** ».
- **3 décembre** : **Gilles Colas**, délégué général de Saint Gobain en Amérique du Nord communique au groupe de travail piloté par **Jacques Andréani**, un ensemble de données sur l'économie américaine.

Prochains petits-déjeuners

27 janvier : **Nathalie Janson**, Professeur associée à la *Rouen Business School*, interviendra sur le thème : « **Responsabiliser les acteurs économiques et financiers** »

Autres rencontres

Mardi 14 décembre se tiendra, à **12h30**, le prochain « **Déjeuner du mardi** » au restaurant :

Le Ballon des ternes – 103, avenue des Ternes – 75017 Paris.

Merci de vous inscrire auprès de **Thomas Laborey** : thomas.laborey@free.fr

En direct du Blog



Commentaires sur « Retraites : filiation (volontairement ?) méconnue »

Bravo pour cette mise au point historique ! Il est amusant de relever que cette décision de Vichy en 1941 fut dénoncée par de Gaulle en 1945, mais que **ce régime de répartition s'est imposé par la force des choses et de la raison**. Bien évidemment le principe de la répartition est moins favorable que le principe de la capitalisation pour les plus hauts revenus, et plus favorable pour les petits revenus.

C'est là le grand principe de la **solidarité**, qui est présent aussi en toile de fond dans le principe de la « sécurité sociale ».

Mais hélas, **si les Français les plus riches sont d'accord sur ces beaux principes**, ils ne le sont plus quand ils aperçoivent le résultat chiffré sur leurs comptes personnels. Alors il n'y a pas d'autre solution que de continuer à leur mentir...

Philippe Tixier, membre du Club

Oh ! Il existerait bien un autre moyen mais il faudrait que les responsables de la gestion du régime par répartition en rappellent à tous les principes constitutifs. A savoir que :

1/ le régime a été bâti à l'origine comme **une "assurance mutuelle" des salariés entre eux** (sans faire appel à d'autres financements que ceux assis sur les salaires et en particulier sans participation normale de l'Etat).

2/ pour que tout soit en **équilibre**, le flux d'argent issu de l'activité des salariés actifs à un moment donné doit toujours être égal au flux d'argent qui est consommé par les anciens salariés-retraités du même moment et par les frais de gestion du régime lui-même.

Conclusion, on ne peut donc rester en équilibre financier, autrement dit sans apport d'argent extérieur au seul monde des salariés, que si la condition précédente est satisfaite.

Or, depuis quelques temps, on nous dit **qu'une retraite sur dix n'est plus financée**. La solution est pourtant simple, à défaut d'être aimable : il suffirait de diminuer la "masse totale des retraites versées" de 1/10 du montant attendu pour que l'équilibre soit atteint sans augmentation des prélèvements.

Fini le déficit !

Mais cela reviendrait à demander à la génération la plus âgée, les retraités actuels, de diminuer un peu ses prétentions pour faire que la génération montante, celle des actifs actuels, puisse payer leurs pensions sans devoir être obligés collectivement de faire appel à l'emprunt.

Quelle belle mesure à proposer à des gouvernants courageux ! Personne ne s'y risquera... car le retour de bâton des électeurs pourrait bien être au rendez-vous.

Et pourtant, **quelle belle mesure de solidarité entre toutes les générations**, mesure que l'ont pourrait voir aussi comme une forme "mutualiste" de l'héritage transgénérationnel ...

Henri-Paul Soulodre, membre du Club

Commentaire sur « De Malaparte aux "Tea Partiers" »

Pour les cow-boys le droit s'entend avec la bible dans la main gauche et le colt dans la main droite - rien de neuf sous le soleil.

Jacques Pommeret, internaute

Vous citez, cher Marc Ullmann, Malaparte et vous y voyez le "portrait" que les "tea partiers" se feraient d'eux-mêmes et du monde.

Mais n'est-ce pas le portrait que tous les intégristes, religieux ou pas (il y a des intégristes dans la politique aussi), se font d'eux-mêmes et des autres ? Ne dit-on pas : l'enfer c'est les autres ?

Louise, internaute

Commentaire sur « **Joueurs compulsifs** »

Les impacts psychologiques sinon psychiatriques des jeux sont fort inquiétants. **Il faut aussi noter que le poids économique de ces activités est ahurissant, même avant l'introduction des jeux en ligne** ! En 2008 le chiffre d'affaires du PMU était de 9,3 milliards€ ; celui de la Française des Jeux de 9,2 milliards€. Voilà presque vingt milliards d'euros dilapidés par des gens qui pour leur immense majorité sont très loin d'être des nantis. A côté de cela, on entend des hurlements lorsque les pouvoirs publics veulent prélever quelques euros supplémentaires par an et par famille pour essayer de rétablir les comptes de la Sécu. Cela relève aussi du psy.

Michel Chevet, membre du Club

Commentaire sur « **La mère de toutes les réformes** »

Le problème d'une telle mesure est qu'elle est bien trop "simplificatrice".

La politique est devenue un "métier" et non une "fonction" au service de la collectivité (ce qui est l'honneur suprême). Or les métiers, au plan économique, fonctionnent suivant le modèle dominant capitaliste et libéral. Pourquoi pas si on limite le modèle au rôle de "moteur" économique et social.

Mais si on laisse faire **le moteur capitaliste** seul, il provoque de facto l'accumulation des pouvoirs et des ressources comme objectif principal. Il provoque fusion et absorption dans ce but.

Pourquoi cela est-il une spécificité française ?

Peut-être que la France est restée toujours plus royaliste que le Roi, dans tous les domaines et cherche donc plus la différence que le consensus ?

Cela expliquerait bien des choses...

Henri-Paul Soulodre, membre du Club

Commentaire sur « **Islam et démocratie** »

Bravo, Guillaume, pour avoir posé cette question ! La réponse n'est pas simple.

Pour moi, **l'Islam radical, disons l'Islamisme pour faire court, est une démagogie** qui trouve son terreau chez les peuples asservis ou dans les minorités discriminées.

C'est la démocratie véritable que nous devons promouvoir, c'est à dire la réalité du pouvoir, que doit avoir le peuple, de remercier ses dirigeants. Ce principe est bien mis à mal dans tous ces régimes autoritaires qui foisonnent sur cette terre. Saluons l'évolution favorable depuis 20 ans en Amérique du Sud ; la question reste cruciale dans le monde musulman. Pour ma part, je reste optimiste: le monde musulman progresse beaucoup plus vers la démocratie que vers l'extrémisme et la confiscation du pouvoir par les clans de nantis. Le progrès sera d'autant plus rapide que ces peuples accèderont à l'éducation et au savoir.

Cette évolution se fera par l'intérieur des pays, et pas par les pressions étrangères : c'est ce que notre vision d'Occidentaux, qui détiennent encore la supériorité militaire, a du mal à admettre...

Philippe Tixier, membre du Club

Lu, vu, entendu



Club des Vigilants

POUR APPRIVOISER L'AVENIR



Réinventer l'Occident

Hakim El Karoui, Editions Flammarion, 240 p. – Paris 2010

L'Occident n'est plus le maître du monde qu'il était jusqu'à la moitié du siècle dernier. Le dynamisme des pays émergents, en particulier de la Chine et de l'Inde apparaît sans limite alors que l'Occident s'essouffle. Cette "désoccidentalisation" relative a entraîné un grand désarroi et une forme de désenchantement face à une mondialisation qui apparaît loin d'être heureuse. La peur et la tentation du repli sur soi sont à l'œuvre. En témoigne la montée des mouvements d'extrême droite surfant sur la recherche du bouc émissaire - l'immigré en général, en particulier musulman, mais aussi le Wallon en Belgique et le citoyen du sud en Italie ... Comment en sortir ?

En se disant que la désoccidentalisation relative du monde peut être une opportunité. A condition de se débarrasser de la peur. Celle que ressentent ses classes moyennes en voie de déclassement, celle ressentie face au rouleau compresseur chinois ou encore celle de l'étranger. D'autant, assure-t-il, que l'Occident a des atouts qui devraient lui permettre de continuer à jouer sa partition singulière dans un monde devenu multipolaire.

Concernant les classes moyennes par exemple, l'endettement, et la crise actuelle l'a montré, ne peut suppléer la faiblesse des salaires, estime-t-il. La revalorisation de ces derniers est, selon l'auteur, indispensable si l'on veut éviter une fuite en avant dont les seuls gagnants seront les partis populistes à l'œuvre dans de nombreux pays occidentaux. Mais cette revalorisation ne sera possible, à son sens, que si l'Occident parvient à convaincre la Chine de cesser son dumping économique unilatéral tout en imposant un protectionnisme qui engendre une dissymétrie inacceptable à long terme.

Bourré d'optimisme, l'auteur qui est tout sauf un déclinologue lance des pistes d'action aux échelles européenne et occidentale, les seuls niveaux qui soient aujourd'hui, à ses yeux, efficaces.

Bruno Kerouanton

Dictionnaire historique des patrons français

Sous la direction de Jean-Claude Daumas. 1613 pages. 65 euros. Flammarion. 2010

Il n'y a pas d'images mais voici quand même un beau livre qu'on peut offrir à un esprit curieux pour Noël. La méfiance qu'on peut avoir devant les dictionnaires et les ouvrages collectifs tombe très vite et c'est au contraire le plaisir de l'encyclopédie - ce charme de la circulation dans un livre au gré de sa fantaisie - qui prend le dessus. Les textes courts, le sommaire et l'index bien faits facilitent cette circulation.

Le directeur et ses co directeurs - Alain Chatriot, Danièle Fraboulet, Patrick Fridenson, Hervé Joly - tous historiens expérimentés des entreprises, ont pris deux partis non dépourvus de risques qui rajoutent à l'intérêt de la lecture. D'abord leur histoire du patronat se poursuit jusqu'à aujourd'hui. Nombre de patrons vivants et même en activité ont droit à leur biographie à côté des grands anciens. Ensuite une bonne moitié au moins de l'ouvrage est constituée de textes transversaux non pas chronologiques mais thématiques. Certains thèmes sont attendus et incontournables : recrutement, formation, rémunération, inégalités, organisations patronales, patrons et politique etc. D'autres le sont moins. Notamment tout ce qui touche à la vie sociale et aux pratiques quotidiennes. Quelques grands moments chronologiques sont néanmoins analysés de la première guerre mondiale aux privatisations en passant par le pompéisme industriel et mai 1981.

Au total un livre forcément inégal - ouvrage collectif oblige - mais incontournable pour qui réfléchit sur l'évolution de ces acteurs clé de la société française que sont les patrons et les entreprises.

Jean-Claude Hazera